

Le budget—M. Blenkarn

Je ne pense pas que ce sera le cas cette année. Le monde des affaires est dans un tel marasme que le gouvernement pourra sans doute emprunter les fonds dont il a besoin cette année. Mais si nous connaissons vraiment le taux de croissance que le gouvernement prévoit, la relance de l'emploi qu'il souhaite, je tiens à vous dire, monsieur le Président, que nous ne pourrions pas continuer à avoir un tel déficit sans provoquer une montée en flèche des taux d'intérêt et anéantir toute possibilité de création de nouveaux emplois.

Les prévisions, déclarations et dispositions budgétaires ne tiennent pas debout, lorsqu'on les regarde de près. Ce sont des dispositions adoptées par un ministre des Finances pour un gouvernement prêt à tout pour rester au pouvoir. Ce sont des mesures adoptées par un ministre des Finances qui n'est qu'un bouffon, un ministre des Finances qui se moque bien de ce qu'il dit. Ses prévisions sont toujours fausses, et la plupart du temps elles témoignent même d'une incompétence totale. Mais, et c'est plus grave, le ministre est aussi un comédien. Il aime feuilleter des pages devant des caméras de télévision. Il aime se donner en spectacle, et parler de ses erreurs, lorsqu'il dit qu'il tente de venir en aide aux Canadiens en augmentant la dette du pays de 200 millions de dollars.

Comme le temps passe, je vais énumérer quelques-unes des mesures que nous aurions prises. Mais il faut dire d'abord que le gouvernement mérite des félicitations pour avoir tenu compte du régime de placements proposé par la Commission Lortie qui visait à supprimer ou à indexer l'impôt sur les gains en capital frappant les actions cotées. Mais ce régime ne correspond pas vraiment aux mesures qu'il aurait fallu prendre. Les députés n'ignorent pas que la plupart des emplois vacants dans le secteur privé sont créés par les petites entreprises et les entreprises familiales. Or, les mesures que proposait la Commission Lortie font, bien sûr, le bonheur des riches qui possèdent de grosses sociétés. Mais ce ne sont pas elles qui créent des emplois. Il faudrait donc que les dispositions visant à supprimer ou à indexer l'impôt sur les gains de capital s'appliquent aussi aux petites entreprises car ce sont elles qui créeront de vrais emplois dans les années 80.

Ce serait un premier pas dans la bonne voie, mais c'est plus que le gouvernement n'est prêt à faire. Il faut aller jusqu'au bout. Il faut supprimer ou indexer l'impôt frappant les gains de capital pour que les petites et les moyennes entreprises et celles qui ne sont pas cotées en bourse—la plupart des entreprises ne le sont pas—se remettent à bâtir, obtiennent des capitaux et redonnent du travail aux gens.

Deuxièmement, si nous avions présenté un budget, nous n'aurions pas prévu des crédits d'impôt pour des pertes passées ou à venir, mais des crédits d'impôt à l'emploi. Nous aurions versé aux employeurs un crédit d'impôt qui aurait été fonction du nombre de personnes supplémentaires qu'ils auraient embauchées cette année par rapport à l'année dernière. Car nos problèmes se résument à un seul: redonner du travail aux gens. Nous nous serions simplement servi de l'argent disponible—et il n'y en a pas assez—pour redonner du travail aux Canadiens.

• (1200)

Troisièmement, nous espérons que le ministre des Finances aurait compris que la loi de l'impôt sur le revenu, la loi sur le tarif douanier et ainsi de suite, sont des lois effroyablement compliquées et qu'il se serait empressé de les simplifier. Si les

compagnies d'assurance peuvent simplifier leurs polices, le gouvernement devrait pouvoir en faire autant en ce qui concerne l'impôt. Ce n'est pas un problème difficile à résoudre et il ferait épargner beaucoup d'argent aux entreprises en frais d'exploitation. Les gens devraient pouvoir calculer eux-mêmes combien d'impôts ils doivent payer. Les lois fiscales actuelles sont tellement complexes qu'il s'est créé un nouveau type d'entreprises spécialisées dans la fiscalité qui enseignent à leurs clients l'art de se soustraire aux impôts. Or ces entreprises ne sont guère productives. Je suis persuadé que le député de Ottawa-Centre partage mon point de vue.

Quatrièmement, nous n'aurions pas agi comme le fait le gouvernement envers les organismes de bienfaisance. Le gouvernement supprime la déduction forfaitaire de \$100 accordée automatiquement, mais il ne fait rien pour les organismes bénévoles qui créent des emplois. Mes collègues vont revenir sur cette question plus tard. Nous nous serions rendus à la demande des organismes de charité qui avaient proposé un régime 50/50 de crédits d'impôt pour les dons de charité. Cela aurait éliminé la déduction automatique, mais au moins les organismes de charité auraient obtenu l'appui financier qu'ils méritent. Le bénévolat crée beaucoup d'emplois et il est tout à fait déplorable que ce secteur soit pénalisé dans le budget.

Cinquièmement, nous aurions pu remédier aux mesures carrément stupides du projet de loi C-139, car elles ont causé énormément de tort au pays. Je parle de l'attaque dirigée contre les investissements dans les assurances et les rentes, de l'imposition des revenus avant même qu'ils soient touchés. En vertu du nouveau budget, seulement la moitié de la déduction pour amortissement sera acceptable la première année, ce qui est loin d'être constructif, à notre avis. Nous sommes ravis de voir que le gouvernement ait accepté notre suggestion d'établir un centre pour l'accroissement de la productivité. S'il veut vraiment faire quelque chose, il s'assurera que les investisseurs se prévalent des crédits d'impôt et de la déduction pour amortissement qui leur permet de faire des investissements.

Sixièmement, nous aurions pris des mesures au sujet du Programme énergétique national. Nous ne sommes pas du tout impressionnés par la chute des prix pétroliers, ni non plus par le fait qu'on continue de donner des octrois en vertu du Programme d'encouragements pétroliers. Le gouvernement aurait pu supprimer ces octrois ainsi que les taxes prélevées à cette fin, de sorte que cette industrie aurait affecté ses propres fonds à son expansion, sans l'ingérence des bureaucrates du lac Dow. Libérons cette industrie. Laissons-la libre d'agir sans restrictions. Écartons les bureaucrates et leurs formules. Passons à l'action et encourageons l'industrie pétrolière et gazière à redevenir productive. Mes collègues en parleront plus tard dans le débat.

Septièmement, je pourrais dire toutes sortes de choses, mais le fait important est que le plan de dépenses du gouvernement révèle que les dépenses ne seront pas comprimées. Il a l'intention de continuer à dépenser sans compter. Soit dit en passant, c'est la première fois dans notre histoire que nous franchissons le cap des 100 milliards de dollars. Cela nous place peut-être parmi les grands pays du monde, mais, sur la base des comptes nationaux, le gouvernement dépensera plus de 100 milliards de dollars cette année. Le gouvernement devrait trouver le moyen de réexaminer ses priorités, de sabrer dans ses dépenses et d'éliminer les chevauchements et le gaspillage.